



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

Syrie

Question écrite n° 18168

### Texte de la question

M. Henri Jibrayel attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les déclarations du premier ministre de la Fédération de Russie, Dimitri Medvedev, au sujet du régime de Bachar el Assad. Le premier a déclaré que le "*leader*" syrien avait fait de graves erreurs en tardant à faire les réformes nécessaires. Ces déclarations vont explicitement dans le sens d'une prise de distance alors que, jusqu'à présent, les Russes, au côté des Chinois, soutenaient le régime syrien et bloquaient toute initiative au conseil de sécurité de l'ONU à son encontre. Les paroles de M. Medvedev semblent de ce point de vue encourageantes bien qu'il faille y apporter de nombreux bémols. Ce dernier a également fait comprendre que la Russie continuerait à s'opposer à toute initiative de la communauté internationale en Syrie. Il lui demande de bien vouloir lui donner son sentiment sur cette déclaration.

### Texte de la réponse

La France estime que la déclaration du Premier ministre russe Dimitri Medvedev va dans le bon sens. Ce n'est pas la première fois que des déclarations soulignant une certaine distance entre Moscou et Damas sont effectuées par des autorités russes, mais c'est la première fois qu'elles sont exprimées à ce niveau. La France souhaite que cette déclaration soit suivie d'effets. Il y a urgence à agir pour mettre un terme aux violences, dont le bilan - plus de 70.000 morts à ce jour, et plusieurs centaines de milliers de réfugiés - ne cesse de s'alourdir. Il s'agit également d'éviter le glissement de la Syrie dans une situation de guerre civile et de chaos. En effet, si le pouvoir syrien continue de rejeter et réprimer les aspirations du peuple syrien à la liberté et à la démocratie, le risque existe que les massacres s'amplifient, que les antagonismes se développent et que l'extrémisme et le terrorisme, fléaux contre lesquels la France lutte, prévalent. Dans ce contexte, la France affirme depuis le début de la crise la nécessité et l'urgence d'une transition politique, qui inclue le départ de Bachar Al-Assad, et permette l'établissement en Syrie d'un État démocratique, respectueux des droits de l'Homme et de l'ensemble des communautés qui composent le peuple syrien. Ainsi qu'elle l'a rappelé à plusieurs reprises, la coalition nationale syrienne défend cette vision d'une Syrie libre et démocratique. Elle représente aujourd'hui l'alternative la plus crédible au régime actuel, et le meilleur rempart contre l'extrémisme et le chaos lorsque Bachar al-Assad aura quitté le pouvoir. C'est la raison pour laquelle la France, qui a reconnu la coalition comme seul représentant légitime du peuple syrien, lui a réitéré son soutien lors de la conférence de Marrakech en décembre dernier et a organisé le 28 janvier la réunion internationale de soutien à la coalition nationale syrienne. Cette réunion dont l'objet était de remobiliser nos partenaires internationaux autour de la coalition, a permis de confirmer les soutiens politiques et matériels des Amis du peuple syrien pour conforter l'opposition dans son juste combat pour une Syrie démocratique.

### Données clés

**Auteur :** [M. Henri Jibrayel](#)

**Circonscription :** Bouches-du-Rhône (7<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 18168

**Rubrique** : Politique extérieure

**Ministère interrogé** : Affaires étrangères

**Ministère attributaire** : Affaires étrangères

Date(s) clée(s)

**Question publiée au JO le** : [12 février 2013](#), page 1409

**Réponse publiée au JO le** : [26 février 2013](#), page 2124